

Infolettre de janvier 2011

Ce bulletin d'information contient les dernières mises à jour du site 'Connaissances pour le développement'.

Rejoignez-nous également sur *Twitter* et *Facebook*

Navigate from here:

- CTA et les S&T
- Dossiers du mois
- Développements
- Publications
- Appels
- Événements
- Organisations

CTA et les S&T

Communiqué sur « la science, les savoirs autochtones et l'innovation : implications pour l'agriculture ACP » du Comité consultatif sur les S&T pour le développement agricole et rural des pays ACP



Le Comité consultatif sur les S&T pour le développement agricole et rural a publié un communiqué au terme de sa 9ème réunion sur le thème « la science, les savoirs autochtones et l'innovation : implications pour l'agriculture ACP », tenue en Afrique du Sud du 22 au 26 novembre 2010.

Le Comité a reconnu la contribution des savoirs autochtones comme ressource riche et diverse pour la science et l'innovation au service du développement agricole et rural des pays ACP et soutient le principe selon lequel les détenteurs de ces savoirs doivent être capables de partager les bénéfices découlant de l'utilisation de ces ressources. Le Comité a tiré les enseignements qui s'imposent pour guider au mieux l'intégration des savoirs traditionnels dans l'agenda de la science et de l'innovation des pays ACP, mais aussi créer un consensus général autour des standards éthiques nécessaires pour empêcher l'utilisation abusive de ces savoirs. Le Comité a formulé les recommandations suivantes :

1. Les pays ACP devront investir dans les savoirs autochtones dans le cadre de leur agenda pour la science et l'innovation.
2. Il conviendra d'élaborer et d'approuver des normes éthiques pour faciliter l'intégration des savoirs autochtones dans la science formelle
3. Les pays ACP devront continuer de plaider pour accroître le financement global alloué à la R&D. Les partenariats avec le secteur privé sont essentiels pour promouvoir et commercialiser les innovations prometteuses basées sur les savoirs autochtones.
4. Les pays ACP devront élaborer des politiques pertinentes et des cadres législatifs afin de réglementer l'exploitation et l'accès aux savoirs autochtones, et de protéger les droits de toutes les parties prenantes, y compris les détenteurs de savoirs traditionnels et les communautés autochtones.
5. Les pays ACP devront mettre l'accent sur le renforcement de la recherche, de la formation et de la vulgarisation agricole, mais aussi intégrer les savoirs autochtones dans ces programmes à l'appui du développement durable.
6. Le CTA devra prendre des mesures visant à :
 - i. impliquer les détenteurs de savoirs traditionnels dans la recherche et les plates-formes d'innovation agricole;
 - ii. promouvoir le renforcement des capacités des institutions d'enseignement supérieur et des organismes de recherche sur la question du régime juridique des savoirs traditionnels;
 - iii. faciliter la publication d'études de cas sur les savoirs traditionnels ; organiser un symposium international sur les systèmes de savoirs des populations autochtones en 2012.

Le communiqué est disponible au <http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13147>
Les documents de la 9ème réunion du CC sont disponibles ici.

Valider les connaissances de la médecine traditionnelle : valoriser les ressources autochtones

Ermias Dagne, Laboratoire africain des produits naturels (ALANP), Département de chimie de l'Université d'Addis Abeba



Prof. Ermias Dagne affirme que les savoirs autochtones fondés sur l'utilisation des ressources biologiques endémiques peuvent effectivement servir de base pour la recherche scientifique moderne et générer de nouvelles découvertes démontrant des résultats prometteurs, comme c'est le cas pour le café et le coca cola.

Cet article présente une étude scientifique menée sur six espèces importantes de plantes ou composés naturels utilisés en médecine traditionnelle en Ethiopie. L'auteur présente les diverses utilisations traditionnelles du café, du khat, du civettone, du 'Kebericho' (*Echinops kebericho*), de la 'Dingetegna'; (*Taverniera abyssinica*) et du cumin noir (*Nigella sativa*). Il

décrit le principal composé actif et donne la structure moléculaire de chacun de ces produits naturels, puis présente un résumé des utilisations traditionnelles et des maladies courantes que l'on peut soigner grâce à ces plantes. En outre, il met en avant les progrès scientifiques réalisés à partir des composés naturels et leur utilisation dans les applications médicales modernes, mais aussi commerciales.

*L'article est disponible au <http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13150>
Il fut présenté lors de la 9^{ème} réunion du CC en Afrique du Sud, les 22-26 Nov. 2010.*

De Maastricht à Montpellier: Enseignements tirés du programme de renforcement des capacités du CTA sur l'analyse des systèmes agricoles de science, technologie et innovation (ASTI) (2004-2009)



Depuis 2004, le CTA a contribué au renforcement des capacités des pays ACP en matière de compréhension, d'analyse et d'amélioration des systèmes agricoles de science, technologie et innovation (ASTI). Le Centre a apporté son soutien, à travers l'approche basée sur les systèmes d'innovation, à la mise en œuvre de nombreuses études de cas ASTI axées sur un large éventail de produits de base agricoles d'importance pour les pays ACP.

Parmi les critères pris en compte pour le choix de ces produits, citons notamment leur contribution à la sécurité alimentaire, les recettes d'exportation, la diversification des exportations ou la menace émergente de la perte de l'accès préférentiel des exportations. L'objectif était clair: aider les professionnels ACP à mieux appréhender et appliquer l'approche basée sur les systèmes d'innovation pour leur permettre d'analyser la performance du secteur agricole dans leurs pays, mais aussi de constituer un réseau d'experts. Une formation a donc été mise en place afin d'appliquer cette approche à la mise en œuvre des études de cas au niveau national.

Grâce aux ressources financières et à l'appui technique du CTA, les professionnels ACP et leurs organisations respectives ont été en mesure d'appliquer leurs compétences afin de mieux comprendre les processus d'innovation. Un cadre méthodologique conçu par des équipes techniques (CTA/UNU-INTECH/KIT) et l'appui supplémentaire de professionnels et d'experts ACP de haut niveau ont largement contribué à la mise en œuvre de ce projet. En 2010, le CTA a organisé un atelier d'experts répondant à un double objectif:

- i. faire le bilan des résultats des études et travaux réalisés jusqu'à présent; consolider les enseignements, les défis et les succès émanant du programme;
- ii. examiner les moyens de promouvoir davantage les efforts de renforcement des capacités et d'intégration de l'approche des systèmes d'innovation dans la région ACP.

Les participants ont, à cet égard, mis en exergue un certain nombre de domaines nécessitant davantage d'approfondissement et de dialogue. Des recommandations ont été formulées pour éclairer et améliorer les travaux futurs sur les systèmes d'innovation et l'intégration de l'approche des systèmes d'innovation dans la région ACP. Les résultats des délibérations sont résumés dans un rapport maintenant disponible.

Le rapport est disponible au <http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13153>

Dossiers du mois

Propriété intellectuelle

Guide pratique sur les droits de propriété et l'action collective pour la gestion des ressources

Programme du CGIAR sur l'action collective et les droits de propriété (CAPRI)



Publié par le Programme du CGIAR sur l'action collective et les droits de propriété (CAPRI), ce recueil de textes originaux est directement basé sur les expériences et les enseignements tirés du programme CAPRI à travers le monde. S'ils couvrent plusieurs types d'activités de la recherche fondamentale, les textes sont toutefois rédigés dans un langage simple et facilement accessible.

L'objectif de cet ouvrage est de sensibiliser les organismes de R&D quant à l'importance et la pertinence des concepts CAPRI, mais aussi d'appliquer les méthodes de recherche et les leçons tirées de ce programme aux actions mises en place avec les communautés, les décideurs et les autres parties prenantes. Le présent recueil devrait servir de guide pratique et pertinent aux professionnels du développement, aux formateurs et aux responsables politiques. Il sera également utilisé dans les universités et autres établissements d'enseignement supérieur.

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13092>

Nouvel instrument juridique sur les ressources génétiques



Adopté le 29 octobre 2010 lors de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, le Protocole de Nagoya offrira une plus grande transparence ainsi qu'une sécurité juridique pour les fournisseurs et les utilisateurs de ressources génétiques et savoirs traditionnels. Il facilitera l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles, et favorisera le partage juste et équitable des avantages entre les pays fournisseurs et les communautés autochtones et locales.

Le Protocole de Nagoya entrera en vigueur 90 jours après le dépôt du cinquantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion qui doit se faire au plus tard le 10 juillet 2012. Les obligations spécifiques visant à soutenir la conformité avec les obligations contractuelles reflétées dans les dispositions mutuellement convenues sont une innovation importante du Protocole de Nagoya. Ces dispositions, ainsi que le respect des dispositions établissant des conditions plus prévisibles pour l'accès aux ressources génétiques, contribueront à assurer le partage des avantages lorsque les ressources génétiques quittent une partie fournissant des ressources génétiques.

Le Protocole devrait contribuer à la préservation de la biodiversité et à l'utilisation durable de ses

composantes, mais aussi renforcer la contribution de la biodiversité au développement durable. La Conférence des Parties et l'Assemblée générale des Nations Unies ont appelé les 193 Parties à la Convention à signer le Protocole.

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13167>

Accédez au dossier 'Propriété intellectuelle' du site Knowledge

L'UE et les S&T

Union européenne : stimuler l'innovation et accroître les investissements dans la R&D



La Commission européenne a présenté ses propositions pour réorganiser le financement de la recherche dans l'UE en vue de stimuler l'innovation, d'augmenter son impact économique, de faciliter la vie des chercheurs et d'utiliser plus efficacement l'argent du contribuable.

L'UE consacrerait environ 143 milliards d'euros au financement de projets de recherche et d'innovation pendant la période 2007-2013. La Commission prépare actuellement le prochain cycle de financement, sur la base des priorités de **l'Union de l'innovation**, l'un des volets de la stratégie **Europe 2020** pour la croissance et l'emploi menée par l'Union européenne.

Les **premières propositions** visent à consacrer les fonds disponibles en priorité aux projets qui concernent les principaux problèmes actuels, tels que la santé et le vieillissement de la population, le changement climatique, la sécurité alimentaire et la raréfaction des ressources naturelles. Le financement de la chaîne d'innovation (de la recherche fondamentale jusqu'à la commercialisation de nouveaux produits et services) serait également mieux coordonné. Des procédures et règles simplifiées permettraient aux chercheurs, aux entreprises et aux entrepreneurs de coopérer et obtenir des fonds européens plus facilement. Des contrôles permettraient d'évaluer les performances des projets et de veiller à ce que les deniers publics soient utilisés à bon escient.

La Commission a préparé un Livre vert à cet effet et cherche à **recueillir les points de vue** des individus et des organisations sur les changements proposés et les questions spécifiques soulevées dans le Livre vert. La date limite de soumission des contributions est fixée au vendredi 20 mai 2011.

La redéfinition des priorités de l'UE en matière d'innovation contribuera à réduire l'écart qui la sépare de ses principaux concurrents à cet égard, à savoir les Etats-Unis et le Japon. Les Etats-Unis devançant l'UE dans la plupart des domaines, selon un **rapport annuel**. Les autres économies émergentes, comme la Chine et le Brésil, sont en train de réduire leur retard à un rythme accéléré. Les dirigeants de l'UE ont apporté un **large soutien** à l'approche de la Commission, qui comprend aussi la création de partenariats public-privé destinés à permettre la commercialisation plus rapide d'innovations plus nombreuses. Le premier de ces partenariats, qui sera lancé en 2011, encouragera les acteurs de la R&D à élaborer de nouveaux produits et services permettant de rester plus longtemps en bonne santé et actif.

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13159>

Accédez au dossier 'UE et les S&T' du site Knowledge

Bétail et Pêche

Les pisciculteurs kenyans adoptent une technologie susceptible d'accroître leurs rendements



Affichant sa volonté de développer le secteur de l'aquaculture, le gouvernement kenyan a investi dans un projet pilote novateur dans le district de Likuyani, une province de l'ouest du Kenya. Une cinquantaine d'étangs à poissons ont été creusés dans le district de Lugari, et avec l'aide de l'ONG 'Voices of Africa', ces étangs sont contrôlés par GPRS (service de transmission de données par radio, utilisant la commutation par paquets) et avec les images satellites. L'objectif est d'utiliser le système de suivi 24 h/24 pour identifier des menaces éventuelles sur les stocks de poissons et détecter rapidement tout dérapage potentiel dans la bonne gestion des étangs.

Cette technologie permet aux pisciculteurs de recevoir des informations précises afin d'évaluer la santé de leurs étangs. Les petits pisciculteurs récoltent déjà les fruits de ce système de suivi (anticipation des problèmes éventuels) et des efforts ont été consentis pour faciliter l'adoption de cette technologie dans les districts avoisinants. (AllAfrica, 23 nov. 2010)

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13004>

La Fédération internationale de laiterie lance une méthode d'évaluation de l'empreinte carbone pour le secteur laitier mondial



Dans le cadre de l'agenda d'action du secteur laitier sur le changement climatique, la Fédération internationale de laiterie (FIL) vient de publier « Une approche commune de l'empreinte carbone du lait et des produits laitiers – Guide FIL pour l'uniformisation de la méthodologie d'analyse de cycle de vie dans le secteur laitier ».

Cette nouvelle méthodologie, basée sur les meilleures sources internationales d'expertise et de connaissances scientifiques, permettra aux parties prenantes de la filière laitière à l'échelle mondiale de produire des données cohérentes et comparables, ainsi qu'un cadre d'indicateurs et de critères de référence, pour mesurer leur empreinte carbone. Ces travaux contribueront à assurer une gestion efficace de la filière, mais aussi à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

La Fédération internationale de laiterie est un organisme privé à but non lucratif qui représente les intérêts des divers acteurs de la filière laitière au niveau mondial. Elle a pour mission d'identifier et de diffuser les meilleures pratiques à l'échelon international pour guider et harmoniser les travaux sur des questions liées au changement climatique, à la nutrition et à l'hygiène alimentaire. Elle a été fondée en 1903. A ce jour, 56 pays sont présents au sein de la FIL, ce qui représente environ 85 % de la production mondiale de lait. (Site de la FIL, nov. 2010)

Haut de page

Développements | Suivez les plus récents flux RSS de cette section

La recherche démontre l'efficacité économique de la restauration écologique



Des travaux de recherche publiés en novembre 2010 par la revue scientifique américaine *Proceedings of the National Academy of Sciences* (Actes de l'académie américaine des sciences) ont une nouvelle fois démontré l'efficacité économique de la restauration écologique dans la lutte contre les effets de la dégradation de l'environnement. Ces travaux ont porté plus particulièrement sur les écosystèmes forestiers des milieux arides en Amérique latine et examiné l'efficacité économique des techniques de restauration écologique, telles que la plantation d'arbres et la régénération des forêts.

Ces travaux ont été menés par une équipe d'écologistes britanniques, mexicains, chiliens et argentins, dirigée par le professeur Adrian Newton de l'Université de Bournemouth (RU). L'équipe a évalué, à travers une approche innovante, l'importance des bénéfices économiques tirés des forêts. Les effets de la dégradation de l'environnement sont plus intenses dans les régions arides et semi-arides (qui couvrent la moitié de la superficie des pays en développement) et, selon les indications disponibles, rien ne permet de penser aujourd'hui que les techniques de restauration écologique des écosystèmes forestiers en milieux arides sont économiquement intéressantes.

L'équipe d'universitaires a analysé six zones d'études différentes en Amérique latine. Il s'agissait d'évaluer l'importance des bénéfices tirés des forêts (séquestration du carbone, bois, produits forestiers non ligneux, tourisme, etc.), mais aussi des coûts de la reforestation (réduction de l'élevage, pose de clôtures, lutte contre les incendies, plantation d'arbres, etc.) en fonction du mode de restauration choisi.

Trois méthodes distinctes ont été examinées puis comparées avec des modèles de simulation de paysages forestiers. Il ressort de cette étude que les méthodes « passives » favorisant la régénération naturelle des forêts en zones arides se révèlent, le plus souvent, avoir le meilleur rapport coût-efficacité. Les méthodes « actives » qui favorisent la replantation apportent moins de crédibilité compte tenu des coûts élevés associés à la plantation de nouveaux arbres. Ces résultats devraient encourager les décideurs à intensifier leurs efforts en matière de restauration. (AlphaGalileo.org, 22 nov. 2010)

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/12998>

Une nouvelle souche de fusariose menace la production bananière dans la région Asie-Pacifique



La Fusariose, à l'origine de la dévastation de nombreuses plantations de bananes dans le monde, a forcé l'industrie de la banane à abandonner les variétés les plus prisées jusqu'alors. Lors de la réunion du Comité directeur du Réseau de recherche sur la banane dans la région Asie-Pacifique (BAPNET) qui s'est tenue au Vietnam du 2 au 4 novembre 2010, des experts ont fait savoir que les plantations de bananes se trouvaient de nouveau menacées par une nouvelle souche de la maladie. Cette variante récemment identifiée, la race tropicale 4, affecte les variétés résistantes aux autres souches.

Les chercheurs de la filière, issus des 14 pays membres du BAPNET, ont souligné la nécessité urgente d'une collaboration étroite pour comprendre l'extrême diversité de la maladie et cartographier sa répartition dans la région Asie-Pacifique lors de leur récente réunion à Hanoi (Vietnam). Ils ont également appelé au renforcement du potentiel de recherche concernant les effets du changement climatique sur les petites exploitations bananières. En outre, les pays membres du BAPNET ont convenu de renforcer la collaboration scientifique dans le but d'atténuer les effets du changement climatique à travers une étude sur les systèmes de production bananière et les capacités d'adaptation des différentes variétés, mais aussi d'améliorer les modèles de prévision climatique en intégrant notamment des informations de référence plus pertinentes sur les bananes. (Bioversity International, 22 nov. 2010)

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13064>

Une étude en milieu insulaire révèle l'empreinte du changement climatique



Une expérience à grande échelle menée par l'Université de Californie (UC Davis) sur des fourmis, des lézards et des algues marines dans une douzaine d'îles des Caraïbes met en exergue la nécessité de mettre en place un centre de recherche d'envergure pour prédire les effets du changement climatique sur les écosystèmes naturels complexes. L'étude, dirigée par l'écologiste Jonah Piovia-Scott de l'Université de Californie, est présentée dans le numéro de janvier 2011 de la revue *Science*. Selon Piovia-Scott, des études antérieures ont révélé que le changement climatique (et notamment les variations de température et de précipitations, mais aussi dans la sévérité des tempêtes) risquait d'affecter les écosystèmes. Il serait en effet responsable de la disparition ou de l'apparition de nouvelles espèces végétales et animales, et du bouleversement du cycle saisonnier de nombreux phénomènes, comme la reproduction et la migration.

Dans le cadre de leur expérience menée en 2008-2009, Piovia-Scott et ses collègues ont disséminé des algues dans plusieurs îles des Caraïbes pour tenter de reproduire les effets du changement climatique (la surpêche et l'écoulement de nutriments devraient stimuler la croissance des algues dans le monde et les tempêtes saisonnières qui déposent des algues sur les îles deviendront plus fréquentes avec le réchauffement de la planète). Ils ont ensuite déterminé dans quelle mesure la présence de ces algues contribuait à bouleverser les interactions entre les différentes plantes, les insectes qui consomment ces plantes et les fourmis et les lézards qui mangent ces insectes. Les

résultats de cette expérience sont publiés dans le rapport intitulé « Effects of Experimental Seaweed Deposition on Lizard and Ant Predation in an Island Food Web », élaboré par Piovita-Scott et ses collègues écologistes de l'Université de Californie, David Spiller et Thomas Schoener. (UC Davis, 28 janv. 2011)

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13072>

Accédez à la page listant les derniers développements

Haut de page

Publications choisies | Suivez les plus récents flux RSS de cette section

Démocratiser la recherche agricole pour la souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest

Michel Pimbert, Boukary Barry, Anne Berson, Khanh Tran-Thanh (IIED, CNOP, IRPAD, Kene Conseils, Centre DjoLiba, URTEL), Octobre 2010

Ce livre multimédia relate une initiative qui s'est déroulée en Afrique de l'Ouest afin d'organiser des espaces de discussions entre producteurs et consommateurs pour leur permettre de repenser la recherche agricole et alimentaire au service du bien public. Cette initiative visait explicitement à renforcer l'influence et l'efficacité des petits producteurs alimentaires, ainsi que d'autres citoyens, dans la gouvernance de la recherche agricole, l'établissement de priorités de recherche stratégiques et la validation des connaissances.

Mêlant texte, photos, contenus audio et vidéo, ce livre a pour objet de décrire les méthodes utilisées dans les processus de délibération et d'inclusion impliquant petits producteurs (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et transformateurs alimentaires) et experts en recherche agronomique. Cette publication multimédia est disponible en ligne et sera proposée en version papier début 2011.

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13088>

Les petits exploitants agricoles zimbabwéens adoptent des pratiques agroforestières

C. Parwada, C. T. Gadzirayi, W. T. Muriritirwa et D. Mwenye, Journal de l'économie agricole et du développement. Vol. 2(10), pages 351 à 358, Octobre 2010.

La présente étude avait pour objectif d'évaluer et de comparer les niveaux d'adoption des pratiques agroforestières entre agriculteurs formés et non formés, et d'identifier les facteurs qui empêchent l'adoption de ces pratiques. Des informations ont été collectées au moyen de questionnaires structurés auprès de 300 petits exploitants agricoles sélectionnés dans des villages où les agents du changement ont été formés par le Centre international pour la recherche en agroforesterie (ICRAF).

Les résultats ont montré que les agriculteurs n'étaient pas suffisamment sensibilisés aux pratiques agroforestières et que seuls ceux ayant bénéficié d'une formation ont adopté ces pratiques. Il ressort également de cette étude que la probabilité de constituer des clôtures en haies vives a été largement influencée par des facteurs tels que la propriété foncière, la sensibilisation, la formation, la sécheresse, la main d'œuvre et les institutions locales.

Les facteurs ayant influencé la plantation d'arbres pour la nutrition sont l'appartenance à une association paysanne, la sensibilisation, la formation, la superficie agricole et les institutions locales. L'utilisation des jachères améliorées a été influencée par des facteurs comme la situation d'emploi, l'appartenance à une association paysanne, la sensibilisation et la superficie des terres. Enfin, les facteurs ayant influencé l'utilisation des banques fourragères sont la situation d'emploi, la sensibilisation et la formation.

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13101>

Accédez à la page listant les publications choisies

Haut de page

Appels |

Appel à notes conceptuelles 2011 lancé par le Fonds canadien de recherche sur la sécurité alimentaire internationale

Le CRDI a lancé l'appel à notes conceptuelles ouvert et concurrentiel du Fonds canadien de recherche sur la sécurité alimentaire internationale (FCRSAI) pour l'année 2011. La date limite de dépôt des notes conceptuelles est fixée au 23 mars 2011. Les budgets alloués aux projets dans le cadre de cet appel varient entre 1 et 5 millions de dollars canadiens. Cet appel enregistre quelques changements notables par rapport à l'année précédente, à savoir :

- Admissibilité accrue des organisations internationales;
- Restrictions sur le nombre de candidatures admissibles de chercheurs;
- Durée de projet écourtée : le projet ne peut durer plus de 30 mois (les activités de recherche doivent être menées à bien et le rapport final doit être produit au cours de cette période).

Le FCRSAI est doté d'une enveloppe budgétaire de 62 millions de dollars canadiens (pour une durée de 5 ans) et vise à renforcer les partenariats stratégiques entre les organismes de recherche canadiens et ceux installés dans les pays en développement afin de trouver des solutions durables dans la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire dans les pays du Sud. Le Fonds s'inscrit dans le cadre de la stratégie de sécurité alimentaire de l'ACDI et des programmes prioritaires de sécurité alimentaire du CRDI.

Pour obtenir des informations générales sur le Fonds, consulter cette [page](#).

L'appel à notes conceptuelles est accessible en cliquant sur ce [lien](#).

Le formulaire de demande en ligne est disponible [ici](#) du 9 février au 23 mars 2011. Consulter le site web afin d'obtenir les instructions permettant de remplir ce formulaire et la liste des pays admissibles.

La date limite pour la soumission des notes conceptuelles est le 23 mars 2011.

AWARD : Appel à candidatures pour l'édition 2011

L'appel à candidatures est à présent ouvert. AWARD est un programme de bourses d'études, attribuées pour deux années, qui offre un plan de développement de carrière. Ce programme offre la possibilité de :

- mettre en place un tutorat avec un maître de recherches
- consolider les capacités d'expertise scientifique
- de développer les capacités leadership

Les cours de formation AWARD sont dispensés sur une période de deux ans dans de nombreux centres à travers l'Afrique.

Les femmes scientifiques agricoles originaires d'Ethiopie, du Ghana, du Kenya, du Liberia, du Malawi, du Mozambique, du Nigeria, du Rwanda, de Tanzanie, d'Ouganda ou de Zambie titulaires d'une licence, d'une maîtrise ou d'un doctorat dans les disciplines énumérées ci-dessous sont invitées à soumettre leur candidature. Les candidates retenues devront résider sur le continent africain pendant toute la durée du programme. Aucune condition d'âge n'est exigée. **La date limite est le 25 mars 2011.**

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13114>

Appel conjoint à projets collaboratifs « Systèmes de culture intégrés pour une production durable au service du développement international » (Initiative SCPRID)

Le gouvernement britannique, conjointement avec le Conseil de recherche en biotechnologie et en sciences biologiques (BBSRC), le Département pour le développement international (DFID), la Fondation Bill & Melinda Gates, le Département de biotechnologie du Ministère indien de la science et de la technologie et le Conseil indien pour la recherche agricole, a procédé au lancement d'un nouveau programme de 20 millions de livres.

Ce programme appelé « Systèmes de culture intégrés pour une production durable au service du développement international » permettra aux scientifiques de faire de la recherche sur les facteurs de stress abiotique (sécheresse, température, salinité, carences nutritionnelles, etc.) et biotique (pathogènes, ravageurs, plantes parasites nuisibles) qui affectent les cultures alimentaires dans les pays en développement d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud. Les travaux de recherche menés dans le cadre de ce programme doivent être d'excellence qualité scientifique et constituer un outil pertinent pour le développement. Les projets devraient en outre ouvrir la voie à des partenariats mutuellement bénéfiques entre le Royaume-Uni et les pays en développement. **La date limite est le 31 mars 2011.**

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13113>

Programme de mobilité universitaire intra-ACP – Premier appel à propositions (référence EACEA/35/10)

Le programme de mobilité universitaire intra-ACP encourage la coopération entre les établissements d'enseignement supérieur et favorise la mobilité dans les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique).

Ce programme vise non seulement à améliorer l'accès à un enseignement de qualité qui encouragera les étudiants originaires des pays ACP à poursuivre leurs études post-universitaires, mais aussi à favoriser la rétention des étudiants dans la région et la mobilité des personnels enseignants et administratifs. Le programme intra-ACP devrait ainsi permettre d'améliorer la compétitivité et l'attrait des institutions elles-mêmes. Cette stratégie de coopération s'appuie sur le programme Mwalimu Nyerere pour l'Afrique, par l'octroi de fonds supplémentaires, ainsi que par la mise en place d'un programme similaire pour les régions des Caraïbes et du Pacifique. Il est financé par le Fonds européen de développement (FED). **Date limite pour le premier appel: 6 mai 2011**

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13112>

Haut de page

Événements | Suivez les plus récents flux RSS de cette section

Journées scientifiques du 2iE 2011 : Analyse et adaptation aux défis de la variabilité climatique

Dans un contexte mondial d'accroissement de la recherche sur l'eau, l'énergie, les infrastructures et l'environnement dans les pays du Sud, les journées scientifiques du 2iE sont une plate-forme d'échanges qui accueille tous les 2 ans des chercheurs, doctorants et étudiants internationaux. Les dernières avancées, innovations, perspectives de la recherche pour le Sud y sont discutées afin de proposer des solutions communes aux grands thèmes actuels du continent africain.

Les débats porteront, pour cette 6ème édition, sur « l'analyse et l'adaptation aux défis de la variabilité climatique dans les domaines de l'eau, de l'environnement, de l'énergie et des infrastructures en zones de forte vulnérabilité ». Plusieurs sous-thèmes y seront discutés :

- Les développements récents en science du climat et scénarisation climatique : applications à la mousson africaine
- La vulnérabilité, les impacts et l'adaptation dans la gestion de l'eau et de l'environnement
- Les mesures d'adaptation dans le secteur de l'énergie et des infrastructures.

Lieu: Fondation 2iE, Ouagadougou, Burkina Faso.

Dates: 4-8 avril 2011.

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/12979>

Atelier international de l'UNESCO : 'Biotechnologies, politiques et pratiques : conservation et utilisation des plantes médicinales dans les petits Etats insulaires en développement de l'Océan indien et Madagascar'

L'UNESCO et le Cephyr – le Centre de phytothérapie et de recherche – organisent un atelier international sur la conservation et l'utilisation des plantes médicinales dans les petits Etats insulaires de l'Océan indien. Parmi les thèmes qui seront abordés lors de l'atelier figurent notamment :

- La politique nationale sur les stratégies d'utilisation et de conservation des plantes médicinales
- La conservation des savoirs traditionnels et l'utilisation des plantes médicinales
- Les bases de données existantes et les réseaux de R&D sur les plantes traditionnelles, et
- La protection des savoirs et le partage des bénéfices.

Le CEPHYR est un centre de phytothérapie et de recherche installé à l'île Maurice. Ses travaux de recherche sont axés sur les plantes à visées cosmétiques, thérapeutiques et nutritionnelles.

Le CEPHYR appartient au Groupe CIDC (Centre International de Développement Clinique) et les organismes de recherche clinique par contrat (CRO) réalisent des essais cliniques pour le compte de l'industrie pharmaceutique et cosmétique. Le positionnement géographique du centre et sa proximité avec l'Afrique lui donnent accès à une richesse et à une diversité botaniques hors du commun. A cette biodiversité unique au monde s'ajoutent des valeurs traditionnelles et culturelles fortes dans les îles de Mascarene.

Lieu: Ébène, Maurice.

Dates: 20-22 avril 2011.

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13106>

Consortium CIALCA : Conférence sur l'intensification agricole des hauts plateaux humides en Afrique subsaharienne

Le Consortium pour l'amélioration des moyens de subsistance à base d'agriculture en Afrique centrale (CIALCA) et le Programme de recherche du Consortium (CRP) sur les zones tropicales humides du CGIAR organiseront une conférence internationale intitulée « Défis et opportunités pour une intensification des systèmes agricoles dans les hauts plateaux humides d'Afrique subsaharienne » à Kigali, au Rwanda, du 24 au 27 octobre 2011. Vous trouverez de plus amples informations en cliquant sur ce [lien](#).

Il s'agira de faire le point sur les pratiques d'intensification agricole dans les hauts plateaux humides d'Afrique subsaharienne et de tracer la voie qui permettra d'accroître la recherche agricole pour le développement dans les hauts plateaux humides du programme CRP et du Consortium CIALCA. Vous êtes invités à soumettre vos communications (orale ou par affiche) sur les thèmes de la conférence : composantes du système, intégration du système, et approches de capitalisation des connaissances.

Lieu: Kigali, Rwanda.

Dates: 24-27 octobre 2011.

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13107>

Haut de page

Organisations | Trouvez d'autres organisations sur notre site

L'Initiative agrométéorologique des Caraïbes (CAMI)



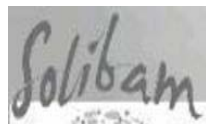
L'Institut de météorologie et d'hydrologie des Caraïbes (CIMH), en partenariat avec l'Institut caribéen de recherche et de développement agricole (CARDI), l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et les services météorologiques et hydrologiques nationaux de dix Etats caribéens membres de l'OMM ont reçu une subvention de l'Union européenne dans le cadre du Programme ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) pour la science et la technologie pour l'exécution d'un projet intitulé « Initiative agrométéorologique des Caraïbes (CAMI) ».

L'initiative a pour objectif d'accroître et de préserver la productivité au niveau des exploitations agricoles de la région des Caraïbes en améliorant les applications en matière d'information météorologique et climatologique grâce à une approche intégrée et coordonnée. Plus précisément, elle vise à aider la collectivité agricole de la région par la fourniture d'informations sur les prédateurs de la saison des pluies et la mise en place de systèmes de prévision des fléaux (ravageurs et maladies) qui soient efficaces en vue d'améliorer les décisions prises pour la gestion des exploitations agricoles.

Il s'agit notamment d'élaborer et de diffuser largement un bulletin d'information météorologique et climatologique qui soit convivial, et d'organiser de manière régulière des forums avec les milieux agricoles et les organismes de vulgarisation agricole afin de mieux faire comprendre les applications en matière d'information météorologique et climatologique de recevoir en retour des informations sur les produits des services météorologiques dont ont besoin les agriculteurs.

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13124>

SOLIBAM, pour une agriculture biologique et à faibles intrants



Le projet européen SOLIBAM a pour objectif de développer des approches intégrées de la sélection et des pratiques agronomiques pour améliorer la durabilité, la qualité, les performances ainsi que la stabilité des performances de ces cultures en agriculture biologique et à faibles intrants. La diversité des systèmes agricoles sera prise en compte, notamment le cas des petites fermes africaines.

Ce projet, qui vise à développer des stratégies combinant la sélection végétale et l'innovation agronomique pour l'agriculture à faibles intrants, sera mené avec la participation de pays partenaires africains (le Mali et l'Ethiopie). Des méthodes participatives innovantes pour le développement, le

transfert et la dissémination des technologies seront utilisées à cet effet, y compris la sélection végétale participative, le développement participatif de pratiques de gestion et la formation associée. Ce projet est financé par la Commission européenne dans le cadre du 7ème Programme-cadre pour la recherche et le développement.

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/13122>

Haut de page

Si vous n'êtes pas abonnés à l'infolettre 'Knowledge' et si vous souhaitez recevoir les prochains numéros, consultez le site web [Connaissances pour le développement](#) ou envoyez un courriel en blanc à l'adresse join-knowledge-fr@lists.cta.int

Vous pouvez vous désabonner en envoyant un courriel en blanc à l'adresse leave-knowledge-fr@lists.cta.int

Éditeur: CTA

Coordination: Judith Francis (CTA) et Rutger Engelhard (Contactivity)

Recherche: Cédric Jeanneret



Le CTA est une institution du groupe des Etats ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'UE (Union européenne) dans le cadre de l'Accord de Cotonou et est financé par l'UE.